CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°1 - 2012
Trimestriel / Quarterly

Les défis à relever par la CEB



Addressing challenges for the CEB

Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page		Page
Édito du Gouverneur	**3**	**Editorial by the Governor**	**3**
Zoom	**4**	**Focus**	**5**
Relever les défis pour la CEB		Addressing challenges for the CEB	
Activité prêts/projets	**6**	**Loans/projects activity**	**7**
Approbations au 31 mars 2012		Approvals as at 31 March 2012	
Nouvelles règles de passation des marchés		New procurement guidelines	
Améliorer la qualité de l'eau potable en Bosnie-Herzégovine	8	Improving the quality of drinking water in Bosnia and Herzegovina	9
Soutien continu aux PME polonaises	10	Continuing support to Polish SMEs	11
Modernisation des infrastructures pénitentiaires en Serbie	12	Modernising penitentiary infrastructure in Serbia	13
Communication/Visibilité	**14**	**Communication/Visibility**	**15**
La CEB et les pays du groupe cible : un bilan		The CEB and the target countries: a review	
Nouvelles pages du site web		New pages on the website	
Gestion des risques	**16**	**Risk management**	**17**
Interview du *Chief Risk Officer*		Interview with the Chief Risk Officer	
Activités financières	**18**	**Financial activities**	**19**
Les émissions de la CEB au 31 mars 2012		CEB issuance as at 31 March 2012	
Approbation des comptes pour 2011		Approval of the accounts for 2011	
Agenda Principaux événements à venir	**20**	**Calendar of events** Major upcoming events	**20**
Brèves	**20**	**In brief**	**20**
Publications	**20**	**Publications**	**20**

Crédits photos : Photothèque CEB - Fotolia.com
© dusk - © Iznogood - © Photoroller - © pop_cipi

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Lors ce premier trimestre 2012, malgré quelques bonnes nouvelles ici et là, la crise économique et financière que connaît l'Europe pèse toujours sur la plupart des États membres de la CEB. Dans ce contexte difficile, la Banque continue d'enregistrer de solides résultats, grâce au dévouement et à l'engagement de ses équipes. Neuf nouveaux projets ont été approuvés pour un montant de € 616 millions, sept d'entre eux étant destinés aux pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est - à cet égard et dans le sillage de ses prédécesseurs, M. Mikolaj Dowgielewicz, élu Vice-Gouverneur "Pays du Groupe Cible" par le Conseil de direction et qui prendra ses fonctions le 2 mai, continuera à contribuer à cette aire d'action de la Banque ; en outre, plus de 40% du programme d'autorisation d'emprunt pour 2012 a été conclu à des conditions favorables.

Pour autant, la CEB doit se préparer à affronter les défis qui l'attendent. Alors que le succès de la sixième augmentation de capital a renforcé la Banque au plan financier et démontré le soutien sans faille de ses actionnaires, il est temps pour nous de réfléchir à notre rôle et à nos actions afin de pouvoir continuer à contribuer au développement et à la cohésion sociale en Europe.

C'est tout l'esprit du processus de réflexion stratégique que j'ai récemment lancé avec le Conseil de direction et le Conseil d'administration sur le thème "Relever les défis pour la CEB". Il s'agira d'évaluer comment la Banque peut accroître sa valeur ajoutée sociale tout en conservant sa solidité financière. Les discussions s'articuleront autour de trois priorités : réaffirmer le mandat social de la CEB, renforcer la valeur ajoutée sociale de son travail et améliorer la transparence et la communication.

Début 2012, la Banque s'est également engagée dans plusieurs initiatives importantes en matière de ressources humaines, dont le recrutement prochain d'un médiateur, la classification des emplois ainsi que l'enquête sur l'engagement et la motivation des Agents en vue de mieux prendre en compte leurs opinions et préoccupations.

La Banque poursuit ainsi ses efforts pour répondre à une conjoncture particulièrement difficile en conservant un niveau d'activité soutenu et une vigilance constante en matière de gestion des risques, et en réfléchissant à la manière d'évaluer et d'améliorer sa performance opérationnelle.

Ces initiatives devraient aboutir à des résultats concrets d'ici à la fin de l'année. Elles sont la preuve de la vitalité de notre Institution et de sa capacité à relever les nouveaux défis liés à un contexte en constante évolution.

In this first quarter of 2012, despite a few bright spots, the unfolding economic and financial crisis in Europe is still weighing on most of the Bank's Member States. Against this difficult backdrop, the CEB continued to obtain robust results, thanks to the dedication and engagement of its teams. Nine new projects were approved for an amount of € 616 million, of which seven were destined to the target countries of Central, Eastern and South Eastern Europe - in the footsteps of his predecessors, Mr Mikolaj Dowgielewicz, elected Vice-Governor for Target Group Countries by the Governing Board and taking office on 2 May, will continue to contribute to this Bank's area of action; in addition, more than 40% of the 2012 authorized borrowing program was completed in favourable conditions.

Nevertheless, the CEB must be prepared to face the challenges that lie ahead. While successful implementation of the sixth capital increase, which illustrates the unfailing support of its shareholders, has strengthened the Bank on the financial level, it is time for us to reflect on our role and actions so that we can continue to contribute to social development and cohesion in Europe.

This is the spirit of the strategic reflection process I have recently launched with the Governing Board and Administrative Council on "addressing challenges for the CEB". Our discussions will assess how the Bank can increase its social added value while maintaining its financial soundness. The process is organized around three priorities: to reaffirm the CEB's social mandate, to improve the social added value of its work and to increase transparency and communication.

At the start of this year, the Bank also engaged in a number of important Human Resources initiatives, including the upcoming recruitment of a mediator, the job classification exercise and the staff engagement and motivation survey which aims at better taking into account staff views and concerns.

The Bank has thus carried on its efforts to respond to a particularly difficult environment by maintaining a sustained level of activity and constant vigilance on risk management, and by considering how to assess and improve its operational performance.

These initiatives should lead to concrete results before year-end. They evidence the vitality of our Institution and its capacity to take up the new challenges of a rapidly changing environment.

Relever les défis pour la CEB

La CEB est une institution financière internationale unique, avant tout parce que son action est exclusivement orientée vers des projets à forte valeur ajoutée sociale. Le modèle de la CEB se caractérise par un équilibre subtil entre un financement à moindre coût de projets sociaux et une gestion financière prudente.

Cette logique a assuré la stabilité financière de la Banque au fil des années et permis la réalisation de son mandat. Mais l'importance de la mission confiée à la CEB – soutenir la cohésion sociale et aider les populations les plus défavorisées dans toute l'Europe – la conduit à repenser en permanence son fonctionnement et la manière dont elle remplit son rôle. La mise en œuvre de la sixième augmentation de capital de la Banque, le 31 décembre 2011 (voir le dernier numéro de CEB *Info*) a été une étape très importante sur la voie d'une Banque plus efficiente, plus efficace et plus solide. Mais le processus doit aller plus loin.

Dans cette perspective, le Gouverneur a lancé au début de l'année une vaste réflexion avec le Conseil de direction et le Conseil d'administration sur la manière dont la CEB va affronter les défis à venir et répondre aux besoins sociaux croissants de ses États membres. Des contributions ont été reçues de plusieurs d'entre eux, preuve de l'intérêt des actionnaires de la Banque pour ces discussions.

Cet exercice s'organise en trois volets :

1- Réaffirmer le mandat social de la CEB

En période de crise financière, économique et sociale, notre priorité sera de réaffirmer le mandat social de la CEB, afin d'accroître le soutien apporté par la Banque aux populations les plus défavorisées d'Europe, sans pour autant compromettre sa solidité financière. Pour ce faire, la Banque va s'appuyer sur ses atouts, à savoir :

- un ensemble de valeurs partagées avec le Conseil de l'Europe
- un modèle opérationnel efficient fondé sur la croissance organique, une gestion financière prudente, des taux de prêts avantageux et un partenariat solide avec les institutions locales
- un mandat unique qui la différencie des autres acteurs et partenaires du développement en Europe.

2- Renforcer la valeur ajoutée sociale des projets

La Banque considère qu'il est de la plus haute importance d'améliorer encore davantage la valeur ajoutée sociale de chaque projet auquel elle participe. À cette fin, les organes, la direction et les équipes de la CEB vont examiner comment :

- améliorer la sélection des projets afin de mieux identifier les plus urgents d'entre eux
- mieux cibler les prêts globaux afin d'en accroître la valeur ajoutée
- augmenter les subventions aux bénéficiaires afin d'assurer la bonne réalisation des projets.

La CEB étudie une approche qui reconnaisse que les bénéficiaires finaux doivent être sa première priorité, qu'il existe des groupes vulnérables partout, que certains secteurs sont plus proches du cœur de son mandat (par exemple les réfugiés, les migrants, la santé dans les régions pauvres, l'éducation des personnes illettrées, le logement des personnes à faible revenu) et qu'à différents projets sont associées des valeurs (ajoutées) différentes.

3- Améliorer la communication et la transparence

Afin d'offrir une meilleure information sur les projets et de mieux communiquer sur le mandat de la CEB, nous allons chercher à accroître la transparence et la communication. Ce qui passe par la capacité donnée aux actionnaires de prendre des décisions plus éclairées grâce à une présentation révisée des projets et des retours sur évaluations améliorés. Ce qui suppose également de repenser la manière de communiquer sur notre mandat, à travers, par exemple, l'énoncé d'une déclaration de mission et une présentation plus claire de nos activités.

Parallèlement à ces trois priorités, d'autres questions sont en cours de discussion, telles que la définition des "pays du groupe cible", les meilleures pratiques relatives aux centres financiers offshore, le cadre prudentiel de la CEB et les politiques de ressources humaines.

Ces approches seront mises en œuvre dans les mois à venir, en commençant par des propositions au Conseil d'administration de mai 2012.

Addressing challenges for the CEB

The CEB is unique amongst International Financial Institutions mainly because its action is exclusively oriented toward high social added value projects. The CEB's model is characterized by a subtle balance between low-cost funding for social projects and a prudent financial management.

This logic had guaranteed stability for the Bank over the years and ensured achievement of its mandate. But the importance of the mission entrusted to the CEB - to support social cohesion and to help the most disadvantaged populations all over Europe - urges it to always rethink its functioning and the way it fulfils its role. The coming into effect of the Bank's sixth capital increase on 31 December 2011 (see last issue of CEB *Info*) was a very important step on the path to a more efficient, effective and robust CEB, but the process needs to be taken further.

In this perspective, at the beginning of the year, the Governor initiated a vast reflection with the Governing Board and the Administrative Council on how the CEB is to face future challenges and address the growing social needs of its Member States. Contributions have been received from several Member States, underlining the interest of the Bank's shareholders in these discussions.

This exercise is organized in three parts:

1- Reaffirming the CEB's social mandate

In a time of financial, economic and social crisis, it will be our priority to reaffirm the CEB's social mandate, so as to increase the Bank's support to the most disadvantaged populations in Europe, without jeopardizing its financial soundness. To do so, the Bank will build on its strengths, which are:

- a set of shared values with the Council of Europe
- an efficient operating model based on organic growth, prudent financial management, advantageous lending rates and strong partnership with local Institutions
- a unique mandate that distinguishes it from other development actors and partners in Europe.



2- Strengthening the social added value of the projects

The Bank considers that it is of utmost importance to further improve the social added value of each project it participates in. To do so, the CEB's organs, management and teams will examine how to:

- improve the screening of projects in order to better identify the most urgent of them
- better target global loans to enhance their value added
- increase grant support for beneficiaries to guarantee completion of projects.

The CEB is looking into an approach that would recognize that the ultimate beneficiaries should be its primary focus, that vulnerable groups exist everywhere, that some sectors are particularly close to the core of its mandate (e.g. refugees, migrants, health in poor areas, education for illiterate persons, housing for low income persons) and that different projects carry different (added) values.

3- Improving communication and transparency

To provide better information on projects and better convey the CEB's mandate, we will seek to increase transparency and communication. This means enabling shareholders to make better informed decisions through a revised presentation of projects and enhanced feedback from evaluations. It also involves rethinking how we communicate on our mandate with, for example, the development of a mission statement and a clearer presentation of our activities.

In parallel to these three major subjects, other issues are also under discussion, such as the definition of the "target countries", best practices regarding offshore financial centres, the CEB's prudential framework and staff policies.

These approaches will be operationalized in the coming months, starting with proposals to the Administrative Council in May 2012.

Approbations au 31 mars 2012

Lors du premier trimestre 2012, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé **9 projets pour un montant total de € 616 millions, dont 53% en faveur des pays du groupe cible.**

Ce début d'année est marqué par les efforts consentis de la part de la CEB en faveur du ***renforcement de l'intégration sociale*** en Europe puisque près des deux tiers de ses prêts y sont consacrés. En particulier ceux destinés au financement des petites et moyennes entreprises, source essentielle de création et de préservation d'emplois.

Pour la **Pologne,** trois prêts ont été respectivement octroyés à Bank Gospodarki Żywnościowej, Europejski Fundusz Leasingowy et Raiffeisen Leasing Polska, afin de financer les investissements productifs de PME et d'aider ainsi à la création d'emplois. Ce qui permettra de lutter contre un chômage en hausse qui touche en particulier les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.

En **Turquie,** un prêt a été accordé à Halk Leasing, filiale de Halkbank, afin qu'elle puisse répondre à la forte demande de crédit-bail à moyen terme émanant des très petites entreprises du pays, qui n'ont souvent accès qu'à cette seule forme de financement.

En **Espagne**, un prêt a été alloué à Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA) pour financer des investissements de PME ainsi que des dépenses de rénovation d'infrastructures publiques urbaines engagées par les autorités locales, en particulier en Andalousie. Ce prêt multisectoriel couvre également les lignes d'action sectorielle *gestion de l'environnement* et *soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale*.

Un projet cofinancé par la BERD a été approuvé pour la construction du réseau régional d'approvisionnement en eau potable de Plava Voda, en **Bosnie-Herzégovine.** Ce réseau élargira le potentiel de distribution d'eau du pays, dont moins d'un ressortissant sur deux vivant en zone rurale bénéficie à ce jour de l'eau courante.

Au titre du ***soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale,*** outre l'une des composantes du prêt à BBVA déjà citée, figure le prêt accordé au Groupe BPCE et distribué par le réseau des Caisses d'Épargne, en **France**, pour financer le développement des infrastructures d'accueil de personnes âgées dépendantes ou en situation de handicap. Ce projet dans le secteur de la *santé* vise à anticiper l'afflux croissant des demandes inhérentes au vieillissement de la population, alors même que les capacités d'accueil existantes apparaissent d'ores et déjà saturées.

Deux projets présentés par la **Serbie** dans le secteur des *infrastructures des services publics administratifs et judiciaires* ont par ailleurs été approuvés par la CEB, pour la construction d'établissements pénitentiaires, l'un à Pančevo et l'autre à Kragujevac (Cf. l'article consacré à ces deux projets dans le présent numéro).

Nouvelles règles de passation des marchés

En septembre 2011, La CEB a approuvé de nouvelles règles pour les marchés passés par les emprunteurs. Ces nouvelles règles sont conformes aux meilleures pratiques en usage chez les agences gouvernementales et multilatérales, notamment chez les banques multilatérales de développement.

Ces directives, qui fournissent un cadre structuré et flexible quoique rigoureux pour la passation des marchés, énoncent les principes et les méthodes à appliquer dans l'adjudication des contrats financés par les prêts de la CEB. La mise en œuvre de ces directives permet à la CEB de respecter ses obligations fiduciaires en garantissant que les fonds sont utilisés uniquement pour les objectifs visés par le prêt et qu'une attention particulière est accordée à l'économie et à l'efficacité des projets qu'elle finance.

Trois principaux cas de figure sont envisagés : les marchés passés par des emprunteurs dont la législation est soumise aux directives européennes sur les passations de marchés, ceux passés par des emprunteurs dont la législation n'est pas soumise à ces directives européennes ou qui ne sont pas membres de l'Union européenne, et les marchés passés par des acteurs du secteur privé.

Les directives prévoient l'application, selon le cas de figure, des règles nationales sur les passations de marchés, de règles propres aux appels d'offres internationaux, ou encore des meilleures pratiques en vigueur au sein des acteurs du secteur privé. Ces nouvelles directives accordent une place particulière aux questions d'éthique et d'intégrité.

Dans l'ensemble, les nouvelles directives garantissent le respect, par les emprunteurs, des principes de transparence, de responsabilité, d'égalité de traitement et de non-discrimination en matière de passations de marchés réalisées avec les fonds mis à disposition par la CEB.

Loans-projects activity

Approvals as at 31 March 2012

During the first quarter 2012, the CEB's Administrative Council approved **9 projects for a total amount of € 616 million, 53% of which were in favour of countries in the target group**.

The start of the year has been marked by the CEB's efforts in favour of **strengthening social integration** in Europe, since almost two thirds of its loans are devoted to that line of action, in particular those targeted to financing small and medium-sized enterprises, which are vital sources of job creation and preservation.

For **Poland**, three loans were granted respectively to Bank Gospodarki Żywnościowej, Europejski Fundusz Leasingowy and Raiffeisen Leasing Polska, to finance SME productive investments and to help create jobs and thereby fight against increasing levels of unemployment that particularly affect young people and unskilled workers.

In **Turkey**, a loan was granted to Halk Leasing, a subsidiary of Halkbank, to enable it to respond to the strong demand for short-term leasing on the part of the country's very small businesses, which often only have access to this form of financing.

In **Spain**, a loan was granted to Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA) to finance SME investments and the expenditure incurred by local authorities for the renovation of urban public infrastructure, particularly in Andalusia. This multi-sector loan also covers the sectoral lines of action devoted to *managing the environment* and *supporting public infrastructure with a social vocation*.

A project co-financed with the EBRD was approved for the construction of the Plava Voda regional water supply network in Bosnia and Herzegovina. This network will increase the potential for water distribution in the country where, to date, fewer than one in every two inhabitants of rural areas enjoys access to running water.

In addition to one of the components of the above-mentioned loan to BBVA, another project in the sectoral line of action concerned with **supporting public infrastructure with a social vocation** is a loan to the BPCE Group distributed through Caisses d'Epargne, in France, to finance the development of infrastructure for the care of dependent elderly or handicapped persons. The aim of this health sector project is to anticipate on the increasing demand inherent in the ageing of the population, given that the existing capacity appears to be already saturated.

The CEB also approved two projects presented by **Serbia** in the *infrastructure of administrative and judicial public services* sector for the construction of penitentiary establishments, one in Pančevo and the other in Kragujevac (See the article devoted to these two projects in this issue).

New procurement guidelines

The CEB approved new rules for procurement by borrowers in September 2011. Those new rules are aligned with the best practices used in procurement by multilateral and governmental agencies, and in particular with those of multilateral development banks.

The guidelines, which provide a flexible yet solid, structured framework for procurement, set out the principles and methods to be applied when awarding contracts to be financed by CEB loans. Implementing these guidelines enables the CEB to meet its fiduciary responsibilities by ensuring that funds are used solely for purposes covered by the loan and that special emphasis is placed on the economical and efficient implementation of the projects it finances.

Three main situations are envisaged: procurement by borrowers whose legislation is in line with EU procurement directives, procurement by borrowers whose legislation is not in line with EU procurement directives or who are not members of the European Union and procurement by private sector operators.

The guidelines foresee the application of either national procurement rules, or international competitive bidding, or best practices among private sector operators, depending on the case. These new guidelines include a particular emphasis on ethics and integrity issues.

Overall, the new guidelines guarantee that borrowers will respect the principles of transparency, accountability, equal treatment and non discrimination in procurement activities carried out with funds provided by the CEB.

Améliorer la qualité de l'eau potable en Bosnie-Herzégovine

De nombreuses conventions et recommandations du Conseil de l'Europe, telles que le droit à la protection de la santé inscrit dans la Charte sociale européenne révisée et la Charte européenne de l'autonomie locale, la reconnaissance par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du "*rôle indispensable des instances locales et régionales publiques dans la gestion des services d'eau et d'assainissement*" et sa recommandation concomitante à la CEB de "*soutenir les projets qui favorisent les services publics d'eau et d'assainissement*", ainsi que plusieurs résolutions et recommandations de l'Assemblée Parlementaire, encouragent les États membres à augmenter le nombre d'actions en faveur de la gestion de l'eau et de la réduction des problèmes de santé liés à l'eau.

À l'instar d'autres pays en transition d'Europe du Sud-Est, la Bosnie-Herzégovine est confrontée à d'importants défis en matière d'infrastructures, en raison de leur vétusté, et d'approvisionnement et de distribution d'eau potable. L'un des problèmes spécifiques du pays réside dans la forte dispersion de sa population dans de petites localités rurales : par conséquent, moins de la moitié de la population rurale est actuellement raccordée au réseau d'eau, ce qui est peu notamment, même au regard des normes régionales.

Conformément à la Directive Eau potable de l'Union européenne (UE), en vue de bâtir un système d'approvisionnement moderne, fiable et pérenne à l'échelle régionale qui puisse alimenter en eau potable de qualité cinq municipalités du centre de la Bosnie-Herzégovine, un prêt de **€ 11 millions** en faveur de ce pays a été approuvé par le Conseil d'administration de la CEB lors du premier trimestre 2012. Ce prêt a ainsi pour objectif l'octroi de fonds, en cofinancement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), au projet régional de distribution d'eau de Plava Voda, le but étant d'améliorer la qualité de l'eau potable.

"Plava Voda" est un projet considéré comme hautement prioritaire par la *Task Force* Danube et Mer Noire de la Commission européenne. L'étude de faisabilité a été financée par une subvention de l'UE et achevée en 2007. Par la suite, la Bosnie-Herzégovine, l'UE, la CEB et la BERD se sont engagées dans une



coopération qui a permis de réaliser une étude d'impact environnemental et social subventionnée par le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), dont la CEB est membre fondateur.

Le projet se concentrera sur le cycle complet d'approvisionnement en eau potable, notamment la rénovation des canalisations existantes, la réparation des fuites ainsi que la réhabilitation et l'extension du réseau de distribution. Sa mise en œuvre devrait nettement améliorer la qualité de l'eau fournie aux 250 000 habitants des municipalités bénéficiaires, ainsi qu'une réduction simultanée des déchets et des problèmes de santé.

"Notre coopération étroite en amont avec toutes les parties concernées a permis de lever € 900 000 de subventions pour assurer la préparation et l'assistance technique nécessaires"

indique **Vitomir Miles Raguz, Responsable de pays pour la Bosnie-Herzégovine.** "*D'autres subventions sont en cours de négociation avec nos partenaires européens, tandis que des discussions ont également lieu avec d'autres donateurs potentiels en Suède, en Allemagne et en Suisse pour boucler le financement nécessaire. Enfin et surtout, la CEB apporte, outre son prêt, € 2 millions de subventions provenant de son Compte Fiduciaire Sélectif*".

Improving the quality of drinking water in Bosnia and Herzegovina

Numerous Council of Europe conventions and recommendations, such as the Right to Protection of Health embodied in the Revised European Social Charter, the European Charter for Local Self Government, the recognition by the Congress of Local and Regional Authorities of the "*vital role of local and regional public bodies in managing water and sewer services*" and its concomitant recommendation to the CEB to "*support projects fostering public water and sewer services*", as well as several resolutions and recommendations by the Parliamentary Assembly, encourage Member States to step up their actions in favour of water management and the reduction of water-related health problems.

Like other transition countries in South Eastern Europe, Bosnia and Herzegovina is faced with substantial challenges in terms of outdated infrastructure and the supply and delivery of potable water. One of the country's specific problems is the high degree of dispersion of its population in small rural settlements, with the ensuing result that less than half of its rural population is currently supplied with water, which is a low percentage, even by regional standards.

In line with the EU Drinking Water Directive, aiming to build a modern, reliable and sustainable regional water supply system, to provide quality drinking water to five municipalities in central Bosnia and Herzegovina, a loan of **€ 11 million** was approved by the CEB's Administrative Council during the first quarter of 2012 in favour of Bosnia and Herzegovina. The purpose of the loan is to provide funding, in co-financing with the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), to the Plava Voda Regional Water Supply project for the improvement of drinking-water quality.

"Plava Voda" is a project identified as having high priority by the EU Commission's Danube and Black Sea Task Force. The feasibility study was completed in 2007 with EU grant funding. Following that study, a cooperation was initiated between Bosnia and Herzegovina, the EU, the CEB and the EBRD, resulting in the production of an environmental and social impact assessment, with grant funding from the Western Balkans Investment Framework, of which the CEB is a founding member.

The project will focus on the complete cycle of the drinking-water delivery process, including refurbishment of the existing pipeline, the elimination of leakage and the rehabilitation and expansion of the distribution network. Its implementation is expected to bring about substantial improvements in the quality of water supplied to the 250 000 inhabitants of the beneficiary municipalities, with a concomitant reduction in waste and health problems.

"Our close upstream cooperation with all parties involved has resulted in the raising of € 900 000 of grants to front the preparation and technical assistance necessary"

stated **Vitomir Miles Raguz, Country Manager for Bosnia and Herzegovina.** "*Additional grants are under negotiation with our EU partners, while discussions are also underway with other potential donors in Sweden, Germany and Switzerland to round off the required funding. Last but not least, the CEB is providing € 2 million in grant money from its Selective Trust Account instrument, in addition to its loan*".



Soutien continu aux PME polonaises

Face aux conséquences de la crise, la CEB continue d'apporter son soutien aux programmes d'investissement mis en place par des banques commerciales afin de promouvoir l'emploi et de renforcer le tissu productif dans les petites et moyennes entreprises. En effet, il est reconnu qu'elles jouent un rôle important en favorisant un développement économique et social durable.

Un nouveau prêt de **€ 50 millions** a été approuvé par le Conseil d'administration lors du premier trimestre 2012 en faveur de Raiffeisen Leasing Polska S.A., la filiale polonaise de crédit-bail du groupe bancaire international autrichien Raiffeisen. Il s'agit du deuxième prêt consenti par la CEB à cet intermédiaire bancaire, dans le sillage d'une première opération similaire d'un même montant approuvée début 2007 et achevée avec succès depuis. L'engagement de longue date de la CEB dans le secteur des PME reflète diverses préoccupations et priorités du Conseil de l'Europe, telles que la Nouvelle stratégie et le plan d'action pour la cohésion sociale, approuvés par le Comité des Ministres en juillet 2010 et selon lesquels une "*approche fondée sur le partage des responsabilités pourrait également contribuer à renouveler la vision du développement économique et de la création d'emplois*", ainsi que le rapport "*Vers une Europe active, juste et cohésive sur le plan social*" de la Task Force de Haut Niveau sur la cohésion sociale, qui met l'accent sur l'importance des questions économiques et du marché du travail, et sur la pertinence de la promotion de la croissance économique dans le renforcement de la cohésion sociale.



Quoiqu'en meilleure santé que nombre de ses pairs européens dans le contexte du ralentissement financier et économique que connaît l'Europe, notamment grâce à une croissance du PIB qui reste positive tout en étant inférieure au pic de 5% de 2008, la Pologne doit faire face à une forte poussée de son taux de chômage. Après avoir enregistré une diminution considérable entre 2002 et 2008, passant de 20% à 7%, ce taux de chômage est remonté à 10% fin 2011, sous l'effet conjugué du ralentissement économique et de la restructuration en cours des principales sociétés et grands secteurs économiques du pays. Cette moyenne nationale masque d'importantes disparités démographiques et régionales, par exemple un taux de chômage de presque 28% chez les jeunes à la mi-2011, ou un taux de 20% en Varmie-Mazurie et d'autres régions de l'est du pays.

L'un des changements socioéconomiques qui ont profondément marqué la Pologne, suite aux réformes d'envergure du début des années 2000, a été le développement très rapide du secteur des PME, lequel représentait, en 2010, 69% du nombre total d'emplois, près de 60% du chiffre d'affaires et 56% de la valeur ajoutée de l'économie nationale. Dans le même temps, les PME connaissent toujours des difficultés à obtenir des financements pour leurs projets d'investissement, en raison notamment du retrait de plusieurs acteurs bancaires au lendemain de la crise.

Le prêt de la CEB financera jusqu'à 50% du coût des projets d'investissement productif entrepris par les PME clientes de Raiffeisen Leasing Polska en Pologne.

"Le crédit-bail présente d'importants avantages et une souplesse reconnue pour fournir aux PME polonaises des fonds en temps voulu qui répondent aux exigences spécifiques de leurs projets d'investissement en capital fixe"

note **Christophe Mróz, Responsable de pays pour la Pologne**. "*Nous travaillons en partenariat avec le deuxième bailleur du pays. Sur la base de l'expérience positive tirée de la première opération, le prêt de la CEB va renforcer sa capacité à canaliser les fonds dont les PME ont besoin pour assurer leur développement continu, ce qui permettra, espérons-le, de conserver ou de créer le plus d'emplois possible*".

Continuing support to Polish SMEs

Faced with the consequences of the crisis, the CEB continues to lend its support to investment programmes implemented by commercial banks in order to promote employment and strengthen the productive fabric in small and medium sized enterprises. In effect, SMEs are recognised as playing an important role in promoting sustainable economic and social development.

A new loan of **€ 50 million** was approved by the CEB's Administrative Council in the course of the first quarter of 2012 in favour of Raiffeisen Leasing Polska S.A., the Polish leasing subsidiary of the Austrian international banking group Raiffeisen. This is the second loan extended by the CEB to this intermediary banking partner, following in the footsteps of a first similar operation for the same amount approved at the start of 2007 and successfully completed since then. The CEB's longstanding involvement in the SME sector reflects various concerns and priorities of the Council of Europe, such as the New Strategy and Council of Europe Action Plan for Social Cohesion, approved by the Committee of Ministers in July 2010, which calls for "*a shared-responsibilities approach to contribute to a renewed vision of economic development and employment situation*", as well as the Towards an Active, Fair and Socially Cohesive Europe report from the High-Level Task Force on Social Cohesion, which points out the importance of economic and labour market issues and the relevance of economic-growth promotion for the reinforcement of social cohesion.

Although faring better than many of its European partners in the context of the financial and economic downturn affecting the continent, notably by way of persistently positive GDP growth, albeit at lower levels since the 2008 peak of 5%, Poland is confronted with an upsurge in its rate of unemployment. Following a decreasing trend between 2002 and 2008, a period during which it declined dramatically from 20% to 7%, Polish unemployment had risen to 10% by year-end 2011, under the combined effect of the economic slowdown and the on-going restructuring of major Polish firms and economic sectors. This national average conceals significant population and regional disparities, such as the almost 28% rate of unemployment registered amongst young persons at mid-2011 and the 20% unemployment rate faced by Warminsko Mazurskie and other eastern regions of the country.



A landmark in socio-economic changes in Poland consecutive to the wide-reaching reforms in the early 2000s has been the fast-paced development of the SME sector which, by 2010, accounted for 69% of employment, nearly 60% of turnover and 56% of value-added in the Polish economy. At the same time, SMEs continue to face difficulties in obtaining financing for their investment projects, not least as a result of the retrenchment of several bank players in the aftermath of the crisis.

The CEB's loan will provide up to 50% of the cost of productive investment projects undertaken by Raiffeisen Leasing Polska SME customers throughout Poland.

"Leasing has significant advantages and proven flexibility in providing Polish SMEs with timely finance, commensurate with the specific requirements of their fixed-asset projects"

commented **Christophe Mróz, Country Manager for Poland**. "*We are partnering with the second-largest lessor in the country. Based on the positive experience from the first operation, the CEB's loan will enhance its capacity to channel funds needed by SMEs to secure their continued development, thereby hopefully maintaining or creating as many jobs as possible*".

Modernisation des infrastructures pénitentiaires en Serbie

"Une société se juge à l'état de ses prisons" (Albert Camus)

Au cours du premier trimestre 2012, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé deux prêts pour la Serbie, d'un montant total de **€ 35 millions**, afin de financer une partie de la construction et de l'équipement de deux nouvelles prisons. L'engagement de la CEB dans ce secteur découle du mandat que lui ont confié les Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe lors du sommet de Varsovie, en mai 2005, et qui consiste à faciliter "*la mise en œuvre des politiques qui visent à la consolidation de la démocratie, à la promotion de l'état de droit et au respect des droits de l'homme, notamment dans le domaine de l'organisation, du fonctionnement et des infrastructures des services publics administratifs et judiciaires*".

Surpeuplement et vétusté : deux problèmes majeurs qui touchent le système pénitentiaire serbe, dûment identifiés et documentés en détail dans les années ayant suivi l'avènement de la démocratie, en particulier dans les rapports et recommandations du *Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants*, à l'attention des Autorités serbes. Conséquence de l'efficience croissante du système judiciaire et de la sévérité accrue des peines infligées aux criminels endurcis comme aux nouveaux types de délinquants, le nombre de détenus dans les prisons de Serbie a triplé, passant de 3 600 au début des années 1990 à 11 000 en juin 2011, soit un taux de densité carcérale de 146% par rapport au nombre de places disponibles dans les 29 centres de détention du pays, l'un des taux les plus élevés du continent. Dans le même temps, la grande majorité de ces centres est localisée dans des bâtiments délabrés et datant du XIXe siècle. En conséquence, la réduction de la criminalité et l'alignement du système pénitentiaire sur les meilleures pratiques européennes ont été décrétés priorités nationales par les Autorités serbes.

Les prêts de la CEB couvriront 60% du coût des nouvelles infrastructures. L'une d'entre elles pourra accueillir 500 hommes adultes près de la municipalité de Pančevo, à quelques kilomètres de la capitale Belgrade, tandis que l'autre accueillera 400 hommes



adultes près de la ville de Kragujevac, dans le centre du pays. "Les deux prêts ne représentent qu'une infime partie de la contribution de la CEB dans ces projets", indique **Arnaud de Verdière, Responsable de pays pour la Serbie.**

"Une grande part de notre valeur ajoutée provient de notre coopération en amont avec les Autorités serbes depuis avril 2009, la CEB fournissant des conseils tout au long du processus de planification, de conception et de faisabilité, sans oublier l'obtention de subventions auprès du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)".

En accompagnant les Autorités serbes dans ces grandes initiatives, la CEB se donne pour objectif de contribuer à réduire fortement le surpeuplement, notamment en augmentant les surfaces au sol et le volume des cellules, conformément aux niveaux recommandés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et aux normes établies par les Règles pénitentiaires européennes. Le niveau d'hygiène global va être considérablement relevé, tandis que de nouvelles infrastructures sportives et culturelles (bien trop absentes dans les centres de détention actuels) vont être construites. Les améliorations générales attendues en termes d'efficacité du système pénal et de conditions de vie des détenus prendront également la forme de réunions avec les proches qui leur rendent visite et une assistance juridique, la formation du personnel ainsi que des ateliers pour les détenus, notamment de conseil visant à réduire la récidive.

Modernising penitentiary infrastructure in Serbia

"You can judge a society by the state of its prisons" (Albert Camus).

During the first quarter of 2012, the CEB's Administrative Council approved two loans to the Serbia, for a total amount of **€ 35 million**, to partly fund the construction and equipment of two new prison facilities. The CEB's involvement in this sector results from the mandate received from the Heads of State and Governments of the Council of Europe at their Warsaw Summit in May 2005, to "*facilitate the implementation of policies which aim at the consolidation of democracy, the promotion of the rule of law and respect for human rights, notably in the organisation, operation and infrastructure of administrative and judicial public services*".

Overcrowding and dilapidation, the two major problems affecting the Serbian penitentiary system, have been duly identified and thoroughly documented over the years following the advent of democracy, particularly in reports and recommendations to the Serbian Authorities by the *Council of Europe's Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punish*ment. As a result of the growing efficiency of the judicial system and increasingly stiffe sentences handed out to both hardened criminals and new types of offenders, the number of prison detainees in Serbia has tripled, from 3 600 in the early 1990s to 11 000 as of June 2011, resulting in a 146% density ratio relative to the number of beds available at the country's 29 detention centres, one of the highest on the continent. At the same time, the vast majority of such centres operate on derelict premises, dating back to the nineteenth century. As a result, the reduction of criminality and bringing the penitentiary system up to par with European best practice have been elevated to national priorities by the Serbian Authorities.

The CEB's loans will cover 60% of the cost of the new facilities, one with a capacity for 500 adult males near the municipality of Pančevo, in the vicinity of capital city Belgrade, the other with a capacity for 400 adult males near the town of Kragujevac, in central Serbia. "The two loans barely scratch the surface of the CEB's contribution in these projects", said **Country Manager for Serbia Arnaud de Verdière.**

"A hefty portion of our value added lies in our upstream cooperation with the Serbian Authorities, from April 2009 on, with the CEB providing advice throughout the planning, design and feasibility process, including the mobilisation of grants from the EU Commission's Western Balkans Investment Framework".

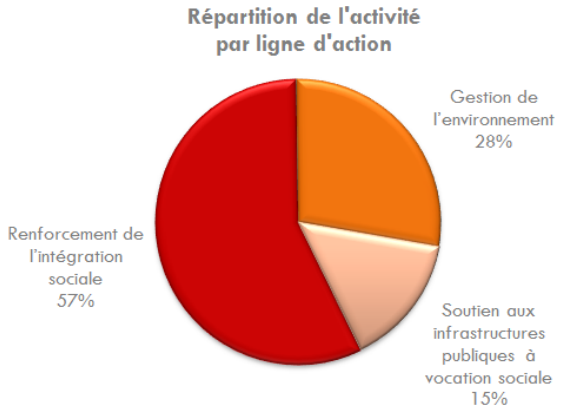
By accompanying the Serbian Authorities in these landmark initiatives, the CEB aims to contribute to a substantial alleviation of overcrowding, with both floor surface and cell volumes increasing to levels recommended by the Council of Europe's Committee of Ministers and standards spelled out under European Prison Rules. General levels of hygiene will be markedly raised, while new facilities – all too rare at current detention centres – for sports and intellectual activities, meetings with visiting relatives and legal counsel, the training of prison personnel as well as seminars for inmates, including counselling aimed at reducing the number of repeat offenders, will add to the expected general improvement in penal system effectiveness and inmate living conditions.

La CEB et les pays du groupe cible : un bilan

Début 2012, la CEB a publié une nouvelle étude intitulée "***Financing Social Projects in CEB Target Countries: Achievements and Challenges***".

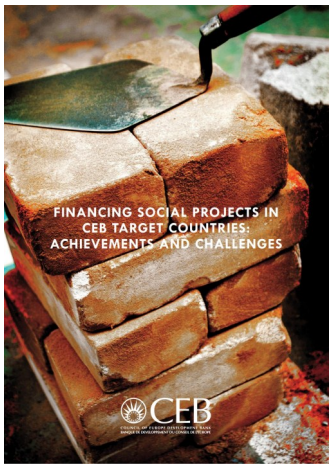
Cette étude répond avant tout à une logique géographique. Couvrant l'ensemble des secteurs d'intervention de la Banque, l'étude montre son engagement progressif ainsi que la diversité de ses activités dans les 21 pays du groupe cible (*), situés en Europe centrale, orientale et du Sud-Est, zone géographique prioritaire pour les financements de la Banque. Plus de vingt ans après la chute du mur de Berlin, l'étude fait une rétrospective, à la fois quantitative et qualitative, de l'action de la CEB menée dans cette région.

Sur cette période, les activités de la Banque en faveur des pays du groupe cible totalisent € 17 milliards de projets approuvés, ventilés autour des trois lignes d'action sectorielle de la CEB comme suit :



La Banque continuera à renforcer son action en faveur des pays du groupe cible : le Plan de développement de la CEB prévoit que leur part dans l'encours de prêt atteindra 60% en 2014. La majorité des prêts de la CEB sera donc mobilisée au bénéfice de pays qui représentent 17% du capital.

L'étude s'inscrit dans une série de publications qui visent un objectif de communication, d'analyse et d'accessibilité à la mémoire institutionnelle de la Banque. Rappelons que trois études sectorielles ont été publiées : "*Migration in Europe: the CEB's Experience*" (2008, mise à jour envisagée), "*Evaluation of Public Health Services in South Eastern Europe*" (2009) et "*Sustainable Housing and Urban Development: the CEB's Contribution*" (2010).



Toutes les études sont accessibles sur le site Web de la CEB.

(*) Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Estonie, Géorgie, Hongrie, "l'ex-République yougoslave de Macédoine", Lettonie, Lituanie, Malte, Moldova, Monténégro, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie

Nouvelles pages du site web

Le site web de la CEB www.coebank.org représente l'un des principaux supports de la communication institutionnelle de la Banque et sa vitrine. À ce titre, il est très régulièrement enrichi et actualisé, conformément aux dispositions figurant dans la politique d'information publique. Ce qui offre à chacun la faculté d'apprécier l'action de l'Institution en toute connaissance de cause.

Au cours de ce premier trimestre 2012, un éclairage particulier a été donné à deux dispositifs importants et à forte valeur ajoutée pour la Banque : (i) ***le Programme régional de logement***, lancé dans le cadre d'une initiative qui vise à trouver des solutions équitables, globales et durables à la question des personnes réfugiées ou déplacées dans les Balkans occidentaux, programme au sein duquel la CEB est appelée à jouer un rôle clé ; (ii) la facilité de dons dénommée ***CEB-ELENA***, créée en partenariat avec la Commission européenne et destinée à financer l'assistance technique dont certaines collectivités publiques auraient besoin pour la préparation et la mise en œuvre de projets d'investissement en énergie durable. Dans les deux cas, la création d'une page dédiée, accompagnée d'une adresse de contact spécifique, traduit la visibilité supplémentaire que la Banque souhaite y accorder.

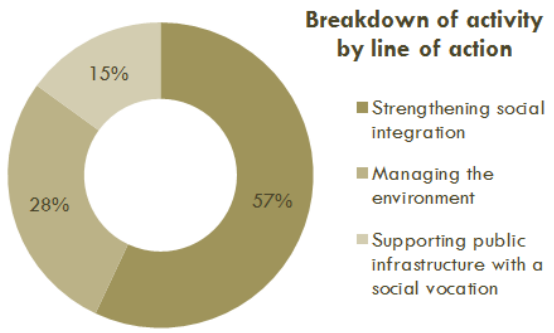
Par ailleurs, en vue d'assurer une meilleure transparence des ***appels d'offres*** publics passés par la CEB pour son propre compte, lesquels sont de plus en plus nombreux, il a été estimé utile de créer là aussi une page web dédiée. Ce faisant, la Banque s'aligne sur les bonnes pratiques de ses pairs.

The CEB and the target countries: a review

In early 2012, the CEB published a new study entitled "Financing Social Projects in CEB Target Countries: Achievements and Challenges".

First and foremost, this new study responds to a geographical logic. Covering all the Bank's sectors of action, the study shows the CEB's growing commitment and the diversity of its activities in the 21 target countries (*) located in Central, Eastern and South Eastern Europe, which constitute a priority geographical area for the Bank's financings. Over twenty years after the fall of the Berlin Wall, the study retraces, both quantitatively and qualitatively, the action undertaken by the Bank in this region.

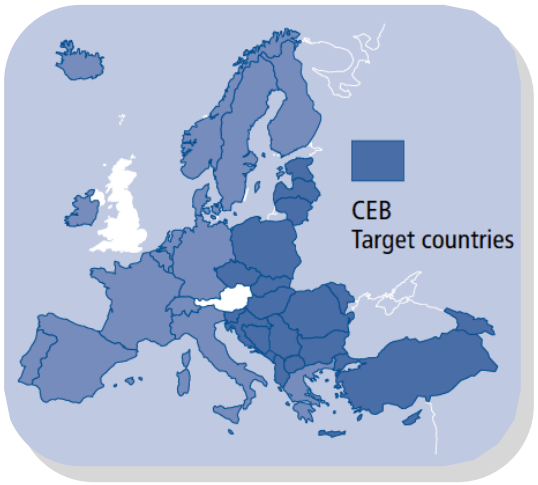
Over the period, the Bank's activities in favour of the target countries have amounted to a total of € 17 billion in projects approved, broken down across the CEB's three sectoral lines of action as follows:



The Bank is to continue to intensify its action in favour of the target countries: the CEB's Development Plan provides for their share of the loans outstanding to reach 60% by 2014. The major part of the CEB's lending will thus be mobilised for the benefit of countries representing 17% of the Institution's capital.

The study is part of a series of publications targeted to providing communication, analysis and accessibility to the Bank's institutional memory. For information, three other sectoral studies have recently been published, namely: "Migration in Europe: the CEB's Experience" (2008, update envisaged), "Evaluation of Public Health Services in South Eastern Europe" (2009) and "Sustainable Housing and Urban Development: the CEB's Contribution" (2010).

All these studies are accessible on the CEB's website.



(*) Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Estonia, Georgia, Hungary, Latvia, Lithuania, Malta, Moldova, Montenegro, Poland, Romania, Serbia, Slovak Republic, Slovenia, "the former Yugoslav Republic of Macedonia" and Turkey.

New pages on the website

The CEB's website represents one of the Bank's main institutional communication supports and also its "shop window". As such, it is regularly enriched and updated in accordance with the provisions set forth in the Public Information Policy. This allows for each and everyone to assess the Institution's action in full knowledge of the facts.

During the first quarter of 2012, particular coverage was given to two important facilities providing strong value added for the Bank, namely (i) ***the Regional Housing Programme,*** launched within the framework of an initiative aimed at finding equitable solutions to the question of refugees or displaced persons in the Western Balkans, a programme in which the CEB will be playing a key role, and (ii) the grant facility known as ***CEB-ELENA***, set up in partnership with the European Commission and aimed at financing the technical assistance required by certain public authorities in preparing and implementing sustainable energy investment projects. In both cases, the creation of a dedicated web page containing a specific contact address reflects the additional visibility the Bank wishes to give to such projects.

In addition to this, to ensure improved transparency in the public calls for ***tenders*** made by the CEB for its own increasingly numerous projects, it was here again deemed useful that a dedicated web page be created. In so doing, the Bank is aligning itself within the good practices of its peer institutions.

Entretien avec M. Martin Weigand, *Chief Risk Officer*

Martin, vous êtes responsable de la gestion des risques et directeur du département Gestion des risques : pouvez-vous nous en dire plus sur cette fonction ?

La gestion des risques est essentielle pour toute institution financière et bénéfice par conséquent d'une attention particulière des conseils d'administration et des dirigeants. Pour bien communiquer sur le sujet au sein de l'organisation, il est important que cette fonction soit assumée par un CRO (*Chief Risk Officer* : responsable de la gestion des risques) qui rend compte au directeur général et est considéré comme faisant partie intégrante de la haute direction de l'institution. Plus concrètement, le CRO est chargé de faire remonter, en tant que de besoin, les questions liées aux risques au directeur général (le Gouverneur dans le cas de la CEB) et au conseil d'administration, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique et les méthodologies de gestion des risques de l'institution, et de superviser l'ensemble des risques encourus, les analyses de risques et la quantification des risques dans toute l'organisation ainsi que le contrôle des valeurs limites et le reporting.

On parle également de "gestion globale des risques". De quoi s'agit-il exactement ?

Des économies de plus en plus mondialisées et interconnectées en général, des marchés financiers mondiaux intégrés mais hautement volatiles en particulier, ont créé un environnement très évolutif pour les programmes de gestion des risques. Les institutions financières y ont répondu par la mise en œuvre d'une gestion des risques à l'échelle de l'entreprise : voilà en quoi consiste la gestion globale des risques. L'objectif est de fournir une approche de la gestion des risques complète, globale et cohérente. Ce qui permet à une institution de mieux cerner son niveau de risque général, en tenant compte des corrélations et des relations de dépendance pouvant exister entre différents produits financiers et types de risques.

Pourriez-vous préciser quelles sont les principales obligations et responsabilités d'un CRO ?

J'aimerais insister sur la fonction stratégique du CRO qui participe aujourd'hui à l'élaboration des politiques et aux prises de décision. Le CRO joue notamment un rôle essentiel dans deux domaines d'élaboration des politiques. Le premier consiste à s'assurer que l'organisation est dotée de procédures lui permettant de répondre aux attentes élevées des actionnaires, des régulateurs et des dirigeants en matière de gestion des risques. Le second concerne le développement et la mise en place d'un cadre intégré de gestion des risques. L'objectif de ce cadre est double : aider l'organisation à limiter les risques, et l'aider à affecter ses capitaux de manière à créer de la valeur pour l'actionnaire, grâce à une parfaite compréhension du potentiel aussi bien positif que négatif des risques encourus.

En menant une stratégie soigneusement élaborée de gestion globale des risques, le CRO peut équilibrer le portefeuille des risques connus et quantifiés de la Banque avec un portefeuille de ressources en capitaux afin d'en tirer une valeur réelle pour l'organisation.

Dans ce cadre, le CRO est soumis à un ensemble de responsabilités spécifiques qui reviennent à créer une culture de sensibilisation aux risques au sein de la Banque. Ces responsabilités comprennent la supervision centrale de l'évaluation des risques de l'organisation et de son degré de tolérance au risque ainsi que le développement de moyens permettant d'atténuer les risques financiers. Bien entendu, le CRO ne peut à lui seul assumer l'ensemble de ces responsabilités. Il assure sa mission grâce et avec les équipes de la gestion globale des risques. Je peux ainsi m'appuyer sur une équipe dévouée et hautement qualifiée et je tiens à témoigner ma reconnaissance à chaque membre de cette équipe, en commençant par mon plus proche collaborateur, Rafael Ruisanchez. Au vu de l'étendue de sa fonction, le CRO travaille également avec chaque composante de l'organisation : la direction, les opérationnels, les services financiers et juridiques, les ressources humaines, etc. Le CRO fait également appel à deux ressources supplémentaires : l'audit interne et la planification stratégique.

Pour terminer, compte tenu du contexte économique actuel difficile, quels sont les principaux défis auxquels la CEB se trouve confrontée en termes de risques ?

Suite à la crise de la dette en Europe et aux dégradations de notes qui en ont résulté, la qualité du risque moyen a diminué à la fois pour les activités de prêt et de trésorerie. L'acuité de la crise économique et financière s'explique notamment par l'endettement cumulé considérable, au bilan comme au hors bilan, du secteur bancaire, accompagné d'une érosion progressive du niveau et de la qualité de la base de capital. Parallèlement, de nombreuses banques ne disposaient pas de volants de liquidités suffisants.

Afin d'améliorer la couverture des risques et le cadre global de la gestion des risques de la CEB, ces questions doivent être prises en compte par le CRO. Un cadre solide et résilient est la fondation permettant à la CEB de pouvoir accomplir son mandat, à savoir le financement de projets sociaux dans ses États membres. Autrement dit, il est essentiel que l'exposition aux risques de la CEB s'appuie sur une base de capital de grande qualité : heureusement, la sixième augmentation de capital a pris effet le 31 décembre 2011 et le taux de souscription atteint 76% à la mi-mars 2012. Outre les exigences relatives aux capitaux, une assise solide en matière de liquidités renforcée par une étroite surveillance des risques est tout aussi importante pour la pérennité de la mission sociale de la Banque. Enfin, permettez-moi de donner le mot de la fin à Michel de Montaigne, célèbre philosophe français du XVIe siècle, qui a écrit : "Rien de noble ne se fait sans hasard… ".

Risk management

Interview with the Chief Risk Officer, Mr Martin Weigand

Martin, you are Chief Risk Officer and Director of the Department of Risk Management: could you tell us more about it?

Risk management is key for any financial institution and subsequently a significant concern of their board of directors and senior management. To help communicate on the subject adequately within the organization, it is important to have this function led by a Chief Risk Officer (CRO), reporting to the Chief Executive Officer (CEO) and considered as fully part of the institution's executive leadership. More specifically, the CRO is responsible for escalating risk issues to the CEO and the board of directors – respectively the Governor and the Administrative Council in the case of the CEB – when necessary, developing and implementing the institution's risk management policy and methodologies, and overseeing the aggregation of risk exposures, risk analytics, and risk quantification across the organization as well as limit monitoring and reporting.

People talk a lot about "Global Risk Management". What exactly does it mean?

Increasingly globalized and interconnected economies in general, worldwide integrated albeit highly volatile financial markets in particular, have resulted in a rapidly shifting landscape for risk management programs to navigate through. Financial institutions have addressed the issue by implementing enterprise-wide risk management: this is what Global Risk Management is about. The objective is to provide an integral, comprehensive and consistent approach to manage risks. Global Risk Management allows an institution to gain a clearer picture of its overall risk level, taking into account the correlations and dependencies that can exist across different financial products and risk types.

Could you elaborate on the core duties and responsibilities of a CRO?

Let me first stress the strategic function of the CRO, who participates today in policy making and decision making. In particular, the CRO is instrumental in two policy-making areas. The first is ensuring that the organization has processes in place so that it complies with the demanding risk management expectations of shareholders, regulators, and senior management. The second is developing and introducing an integrated risk management framework. The purpose of the framework is twofold: to help the organization mitigate risks, and to help it allocate capital to build shareholder value with a full understanding of both the positive and negative potential of the risks involved.



By managing a well thought-out Global Risk Management strategy, the CRO can balance the Banks' portfolio of identified and quantified risks with a portfolio of capital resources to derive real value to the organization.

Within this framework, the CRO has a set of specific responsibilities that amount to creating a risk awareness culture within the Bank. These include central oversight of the organization's risk assessment and risk appetite and developing ways to mitigate financial risks. Obviously, the CRO cannot carry out these responsibilities alone. The CRO works with, and through, all the Global Risk Management staff. I can rely on a very dedicated and highly qualified team, and I want to pay tribute to each and every one, starting with my closest collaborator, Rafael Ruisanchez. But given how comprehensive the role is, the CRO also works with every part of the organization: senior management, operating groups, finance, legal affairs, human resources and the like. The CRO also taps into two additional resource groups: internal audit and strategy planning.

Finally, given the current difficult economic environment, what are the main challenges the CEB faces in terms of risk?

As a result of Europe's debt crisis and of the subsequent rating downgrades, the average risk quality has decreased both for lending and treasury activities. One of the main reasons why the economic and financial crisis became so severe was that the banking sector had built up exhaustive on- and off-balance sheet leverage; this was accompanied by a gradual erosion of the level and quality of the capital base. At the same time many banks held insufficient liquidity buffers. To improve risk coverage and the CEB's overall risk framework, these issues have to be addressed by the CRO. A strong resilient framework is the foundation that will ensure that the CEB can comply with its mandate to finance social projects in the Member States. In other words, it is critical that the CEB's risk exposure should be backed by a high quality capital base: fortunately, the sixth capital increase became effective on 31 December 2011, and the rate of subscription had reached 76% by mid-March 2012. In addition to the capital requirements, a strong liquidity base reinforced through robust risk oversight is of equal importance in enabling our Bank to fulfil its social mission in a sustainable way. Finally, allow me to give the last word to Michel de Montaigne, a famous 16th century French philosopher, who wrote: "No noble thing can be done without risk…"



Les émissions de la CEB au 31 mars 2012

Afin de couvrir les opérations de prêts et de maintenir un niveau de trésorerie suffisant, plusieurs émissions ont été lancées depuis le début de l'année 2012.

Dans le cadre de l'autorisation d'emprunt de EUR 4,65 milliards accordée pour 2012, la Banque a levé depuis le début de l'année un montant total de EUR 1,96 milliard, soit 42% de l'autorisation annuelle d'emprunt, par le biais de cinq émissions de maturités différentes. Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, ce qui élimine aussi bien le risque de taux d'intérêt que le risque de change.

Une émission benchmark de USD 1 milliard et d'une maturité de 5 ans, réalisée en février, a inauguré le programme de financement 2012. Cette émission a été lancée sous le format global, ce qui a permis aux investisseurs américains de participer.

Elle a été suivie par deux autres émissions en USD dans le cadre du programme EMTN (*Euro Medium Term Note*) de la CEB, d'un montant de 500 millions chacune, avec échéance à septembre 2013 pour la première et à mars 2016 pour la seconde.

Une émission de GBP 300 millions à échéance décembre 2015 a été lancée à la mi-mars. Le programme de financement au 31 mars a été complété par une augmentation de USD 100 millions d'une ligne de crédit à échéance avril 2017. Sur le montant total levé, 82% ont été émis en USD et 18% en GBP.

Approbation des comptes 2011

Le 30 mars 2012, le Conseil de direction a approuvé les comptes de la CEB pour l'exercice 2011. Malgré un environnement difficile, la CEB affiche une rentabilité continue et durable. Hors profit exceptionnel de € 16,1 millions en 2010, le résultat net de la CEB progresse de 6,6% par rapport à 2010, et s'élève à € 106 millions. € 105 millions de ce montant ont été affectés aux réserves, portées ainsi à € 1 718 millions, et € 1 million au Compte fiduciaire sélectif, "dividende social" de la Banque permettant d'octroyer des dons et bonifications d'intérêt, notamment en faveur des pays éligibles d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est. Après affectation du résultat, les fonds propres passent de € 4 987 millions fin 2010 à € 6 510 millions à fin 2011 suite à la prise d'effet de la sixième augmentation de capital fin 2011. Le total du bilan à € 26 milliards est en hausse de 5,5%.

Dans un contexte de crise économique et financière mondiale, la CEB a maintenu une gestion des risques rigoureuse de ses activités de trésorerie et de prêts. Ce qui lui permet de préserver sa solidité financière ainsi qu'une excellente image sur les marchés financiers.

Le renforcement des partenariats avec l'Union européenne, les principales IFI et le Conseil de l'Europe ainsi que la sixième augmentation de capital permettront à la Banque de mobiliser des moyens d'action renforcés en faveur de la cohésion sociale, en particulier dans ses États membres les moins favorisés.

Chiffres clés *(en € millions)*	**2011**	**2010**
Prêts décaissés dans l'année	1 855	1 782
Projets approuvés dans l'année	2 110	2 267
Engagements de financement signés dans l'année	1 798	2 311
Encours de prêts	12 075	11 988
Fonds propres *(après affectation du résultat)*	6 509	4 987
Capitaux propres *(après affectation du résultat)*	2 111	2 054
Total du bilan	26 083	24 721
Bénéfices	106,4	115,9

Financial activities

CEB issuance as at 31 March 2012

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, a number of issues have been launched since the beginning of 2012.

Under the 2012 borrowing authorisation of EUR 4.65 billion, the Bank has so far raised a total amount of EUR 1.96 billion. This amount has been raised through 5 issues under different maturities since the beginning of the year and represents 42% of the 2012 borrowing authorisation. All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

The CEB's issues at 31/03/2012

Issue Date	Maturity Date	Currency	Amount	Lead Manager
22/02/2012	22/02/2017	USD	1 000 000 000	Barclays/Daiwa/HSBC/RBC
21/03/2012	23/09/2013	USD	500 000 000	UBS/Citi
22/03/2012	23/03/2016	USD	500 000 000	GS/JPM
28/03/2012	07/12/2015	GBP	300 000 000	RBC/Barclays
27/03/2012	20/04/2017	USD	100 000 000	Morgan Stanley

The 2012 funding programme was inaugurated in February with a USD 1 billion benchmark issue with a five-year maturity. The issue was launched under a Global format, which made it possible for US investors to participate.

This issue was followed by two more USD issues under the CEB's EMTN programme (Euro Medium Term Note) of 500 million each, the first with maturity of September 2013 and the second with maturity of March 2016.

A GBP 300 million issue was launched mid-March and maturity of December 2015. The 2012 funding programme up to 31 March was completed by a USD 100 million increase of an outstanding line with maturity in April 2017. Out of the total amount raised, 82% was issued in USD and 18% in GBP.

Approval of the accounts for 2011

On 30 March 2012, the Governing Board approved the CEB's accounts for the financial year 2011. The CEB shows continuously sustainable profitability despite a difficult environment. Excluding the exceptional profit of € 16.1 million in 2010, CEB's net profits increased by 6.6% against 2010, amounting to € 106 million; of this sum € 105 million is allocated to the reserves, thus reaching a total of € 1 718 million, and € 1 million to the Selective Trust Account, the Bank's social dividend which provides for the granting of donations and interest rate subsidies, notably in favour of eligible countries in Central, Eastern and South Eastern Europe. After allocation of profit, the own funds rose from € 4 987 million at end 2010 to € 6 510 million at end 2011 following the sixth capital increase which entered into force at end 2011. Total assets increased by 5.5% to reach € 26 billion.

In the context of the global economic and financial crisis, the CEB maintained its rigorous risk management for its treasury and loan activities. This allowed the Bank to preserve its financial soundness as well as an excellent reputation in the financial markets.

The reinforcement of partnerships with the European Union, the major IFIs and the Council of Europe as well as the sixth capital increase allows the Bank to mobilize enhanced means of action in favour of social cohesion, in particular in its least advantaged Member States.

Key figures *(in € million)*	**2011**	**2010**
Loans disbursed during the year	1 855	1 782
Projects approved during the year	2 110	2 267
Financing commitments signed during the year	1 798	2 311
Loans outstanding	12 075	11 988
Own funds *(after allocation of profit)*	6 509	4 987
Equity *(after allocation of profit)*	2 111	2 054
Total assets	26 083	24 721
Net profit	106.4	115.9

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda 2012

20-22 avril : Réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI (Washington)

24 avril : Programme Régional de Logement - Conférence des donateurs (Sarajevo)

2-5 mai : Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement (Manille)

11 mai : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

18-19 mai : Assemblée annuelle de la BERD (Londres)

15-16 juin : Réunion Commune de la CEB (Chisinau)

20-22 April: Spring Meetings of the World Bank and IMF (Washington)

24 April: Regional Housing Programme - Donors' Conference (Sarajevo)

2-5 May: Annual Meeting of the Asian Development Bank (Manila)

11 May: Meeting of the Administrative Council of the CEB (Paris)

18-19 May: Annual Meeting of the EBRD (London)

15-16 June: Joint Meeting of the CEB (Chisinau)

Brèves / In brief

Ressources humaines

- M. Mikolaj Dowgielewicz, de nationalité polonaise, a été élu Vice-Gouverneur "Pays du Groupe Cible" par le Conseil de direction le 30 mars, pour un mandat de 5 ans à compter du 2 mai prochain.
- La procédure de recrutement d'un Directeur de la Conformité a été lancée ainsi que celle d'une équipe de 7 personnes dédiées au Programme Régional de Logement en faveur des personnes réfugiées ou déplacées dans les Balkans occidentaux ("Sarajevo Process").
- Afin d'évaluer le climat social et les préoccupations des agents, une étude sur l'engagement et la motivation à la CEB a été menée par des consultants externes. Le taux de participation s'est élevé à environ 76%.

Human resources

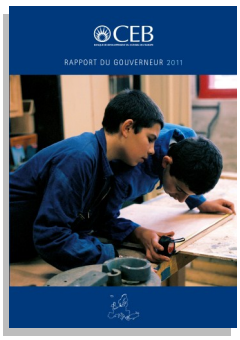
- Mr Mikolaj Dowgielewicz, of Polish nationality, was elected to the position of Vice-Governor for Target Group Countries by the Governing Board on 30 March, for a 5-year term starting from 2 May next.
- Procedures were launched for the recruitment of a Chief Compliance Officer as well as a team of 7 people dedicated to the Regional Housing Programme in favour of refugees or displaced persons in the Western Balkans ("Sarajevo Process").
- In order to assess the social climate and staff concerns, a study on engagement and motivation at the CEB was conducted by external consultants. The participation rate reached around 76%.

Publications

Paru

***Financing social projects in CEB target countries: achievements and challenges* - Étude et résumé**

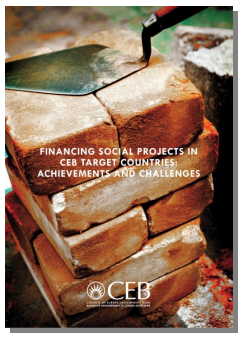
Rapport du Gouverneur 2011



Published

Financing social projects in CEB target countries: achievements and challenges - Study & summary

Report of the Governor for 2011





A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 40 États membres, dont 21 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.

Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 40 Member States. Twenty-one Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.

As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org